

## PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS



## Jean CHAMPION

INSTITUTEUR, MARIE, PERE  
DE TROIS ENFANTS, connaît  
bien la circonscription de Lou-

viers. Ce n'est pas un parachuté : il est le seul des quatre candidats à être originaire du département, puisque né à Quittebeuf, sur le plateau du Neubourg.

MILITANT DU PARTI DEPUIS PLUS DE 20 ANS, il est membre du bureau de la Fédération de l'Eure.

JEAN CHAMPION EST BIEN CONNU ET ESTIME DES TRAVAILLEURS. De par sa profession, il connaît les difficultés rencontrées par les familles pour que les enfants reçoivent une formation intellectuelle et professionnelle correspondant aux nécessités de notre époque.

Depuis 1962, Jean Champion a consacré une grande partie de son activité pour la défense des assurés sociaux qu'il représente à la Caisse de l'Eure, luttant notamment contre les tracasseries administratives imposées aux malades et défendant cette grande conquête ouvrière contre le pouvoir gaulliste qui n'a fait que lui porter des coups, augmentant les cotisations et diminuant les remboursements.

Après des années d'efforts, notre camarade Champion est arrivé à faire construire le centre neuf de Sécurité Sociale de Louviers, qui fonctionne depuis le 27 février.

Jean Champion a fait ses preuves et les nombreuses personnes qu'il a reçues dans ses permanences à Evreux, Louviers, Pont-de-l'Arche, savent qu'il fait le maximum pour leur donner satisfaction.

Les personnes âgées, pour lesquelles il a obtenu notamment des permanences sociales, des séjours de vacances, ont en Jean Champion un défenseur sérieux et dévoué.

## ELECTRICES, ELECTEURS,

Le 5 Mars prochain, vous élierez celui qui sera chargé de défendre vos intérêts à l'Assemblée Nationale. Aussi, il s'agit de savoir si la politique actuelle doit continuer et si ceux qui, jusqu'ici, représentent cette politique dans notre circonscription doivent être condamnés par le corps électoral.

## LE BILAN DU GAULLISME

Vous faites, chaque jour, la triste expérience de la politique actuelle. Résumons-la brièvement :

— Malgré l'augmentation de la production, le pouvoir d'achat de nombreux travailleurs diminue. Dans cette circonscription, des milliers d'entre vous (en particulier des travailleuses) gagnent moins de 60.000 anciens francs par mois, et souvent moins de 50.000.

— Le nombre de salariés assujettis à l'impôt sur le revenu a doublé en 8 ans. Cet impôt frappe même les retraités. La majorité, y compris Montagne qui a refusé de voter contre le budget, s'est opposée, à l'Assemblée Nationale, aux propositions des députés communistes tendant au relèvement de la base servant au calcul de cet impôt.

— La sécurité de l'emploi est de plus en plus précaire. Le Gouvernement a fait adopter par la majorité de l'Assemblée Nationale le V<sup>e</sup> Plan qui prévoit 600.000 chômeurs en 1970.

— La construction de logements sociaux diminue et le prix des loyers devient inabordable pour les travailleurs, à tel point qu'il y a des logements vides mais à quel prix !

— L'équipement sanitaire et la recherche scientifique sont sacrifiés à la force de frappe. La Sécurité Sociale est menacée.

— L'équipement scolaire retarde. Bloch-Morhange et Montagne, partisans de l'enseignement confessionnel, n'ont pas à se vanter du fait que notre département arrive au 89<sup>e</sup> rang sur le plan national du point de vue de la scolarisation. Alors que l'accès de l'enseignement supérieur est barré à la plupart des enfants d'ouvriers et de paysans, plus de la moitié des jeunes gens et les trois quarts des jeunes filles commencent à travailler sans formation professionnelle. Encore faut-il trouver du travail. Le problème

de l'enfance et de la jeunesse est, malgré les discours, le dernier des soucis du pouvoir gaulliste.

— Les personnes âgées doivent essayer de vivre avec des retraites nettement insuffisantes. La majorité réactionnaire s'est opposée aux propositions de notre Parti tendant à révaloriser les retraites d'une façon substantielle et humaine.

A la campagne, le gouvernement organise la disparition des exploitations familiales alors qu'il accorde ses faveurs aux gros agriculteurs.

Dans tous les autres domaines (anciens combattants, etc...), la politique gaulliste est aussi foncièrement réactionnaire. Une aggravation est déjà prévue après les élections si la majorité actuelle est reconduite.

Dans le même temps, les profits des grands capitalistes n'ont cessé de progresser. Le gouvernement leur accorde des privilèges financiers scandaleux. Pour eux, la fiscalité est légère.

Les petits commerçants et artisans sont menacés par les grands magasins liés à la haute finance.

Les dépenses militaires, avec la force de frappe, engloutissent un quart du budget.

Depuis près de neuf ans, le Pouvoir gaulliste s'appuie à l'Assemblée Nationale sur une majorité docile pour imposer sa politique. Montagne et ses amis du Centre Démocrate ont approuvé toutes les mesures antisociales et antidémocratiques du régime.

Ils ont approuvé les atteintes aux droits acquis des travailleurs, les réformes administratives réduisant les moyens et prérogatives des assemblées élues : conseils municipaux et généraux et la main-mise sur la radio-télévision.

Montagne et les hommes du pouvoir ont soutenu la création de zones rurales qui amèneront la suppression des communes du plateau du Neubourg.



Cette politique provoque le mécontentement légitime de toutes les couches laborieuses de la population. **Elle doit être condamnée.**

Ce régime, qui se présente comme celui de l'ordre et de la stabilité, n'est en réalité qu'un régime autoritaire au

service des monopoles capitalistes.

De Gaulle menace du retour au chaos de la IV<sup>e</sup> République, mais la plupart des hommes de l'U.N.R. et du Centre Démocrate, comme l'ex-M.R.P. Montagne, ont soutenu ou participé aux gouvernements de la IV<sup>e</sup>.

## PEUT-ON FAIRE UNE AUTRE POLITIQUE ?

A cette question nous répondons : **OUI.** Le Parti Communiste, qui n'a cessé de combattre le Pouvoir personnel depuis 1958, refuse tout autant le retour au passé caractérisé par les coalitions anticomunistes qui ont permis l'avènement du Pouvoir personnel.

C'est pourquoi nous voulons contribuer à la création d'un régime nouveau, d'une démocratie réelle. C'est pourquoi nous vous demandons d'approuver notre programme, programme novateur dont voici les grandes lignes :

Notre programme prévoit de s'attaquer à la domination du grand capital en nationalisant les branches essentielles de l'économie et en assurant l'expansion économique et le progrès social par un plan démocratique. Il préconise une réforme démocratique de l'enseignement. Il vise à l'augmentation générale des salaires, traitements, pensions, à la

réduction de la durée de la semaine de travail, à l'abaissement de l'âge de la retraite, à assurer la garantie de l'emploi, à l'amélioration de la condition féminine, à la construction des logements nécessaires et à l'équipement social indispensable. Il propose l'élévation des conditions de vie des paysans travailleurs et une agriculture moderne par le soutien à la coopération agricole. Il tend à assurer l'avenir de la jeunesse, donc celui de la France.

La réalisation de ces mesures est inséparable d'une politique active de Paix et de désarmement. Ce qui suppose :

— la dénonciation de l'agression américaine au Viet-Nam qui massacre un peuple courageux et menace la Paix mondiale;

— l'abandon de la force de frappe;

— le remplacement des blocs militaires par un système de sécurité collective.

## IL EXISTE UNE FORCE CAPABLE DE REALISER CE CHANGEMENT COMPLET DE POLITIQUE

C'est l'union des travailleurs et de toutes les victimes du grand capital, de tous les hommes et femmes de progrès contre la réaction quel que soit son visage.

Nous nous réjouissons de l'accord conclu entre notre Parti et la Fédération de la gauche démocrate et socialiste. Cet accord doit aider à réaliser l'alliance des démocrates sur un programme commun de gouvernement.

Les communistes n'ont jamais cessé de travailler à la réalisation d'une véritable majorité démocratique capable de mettre en œuvre une politique de Paix et de progrès social. **Nous sommes prêts à prendre nos responsabilités** sur tous les plans (parlementaire et gouvernemental) et à les assumer dans l'intérêt de la **stabilité** et, d'une manière générale dans l'intérêt du Pays.

Pour la réalisation de cette union, il est nécessaire que le Parti Communiste, **dans l'intérêt même des forces de gauche**, recueille dès le premier tour un très grand nombre de suffrages. **L'expérience a montré qu'il n'y a pas en France de gauche véritable, ni de politique de progrès social sans les communistes.**

C'est pourquoi vous devez voter, dès le premier tour, pour les candidats du Parti Communiste qui se prononcent, sans équivoque, pour l'Union des forces de gauche et démocratiques afin d'en finir avec le pouvoir du grand capital et de construire une démocratie véritable, sociale et pacifique.

Les communistes, parce qu'ils en ont souffert avec le Pays, ne veulent pas du retour au passé qui, répétons-le, a

donné naissance au régime actuel. **C'est une raison supplémentaire de leur faire confiance.** Ils représentent l'avenir et la **garantie** d'une application loyale, sans compromission avec la réaction, d'une politique conduisant à un **changement véritable**, à une République neuve et authentique.

### ELECTRICES, ELECTEURS,

Vous êtes de plus en plus nombreux à savoir que la présence d'un député communiste au Parlement est la meilleure garantie que les intérêts des travailleurs seront bien défendus.

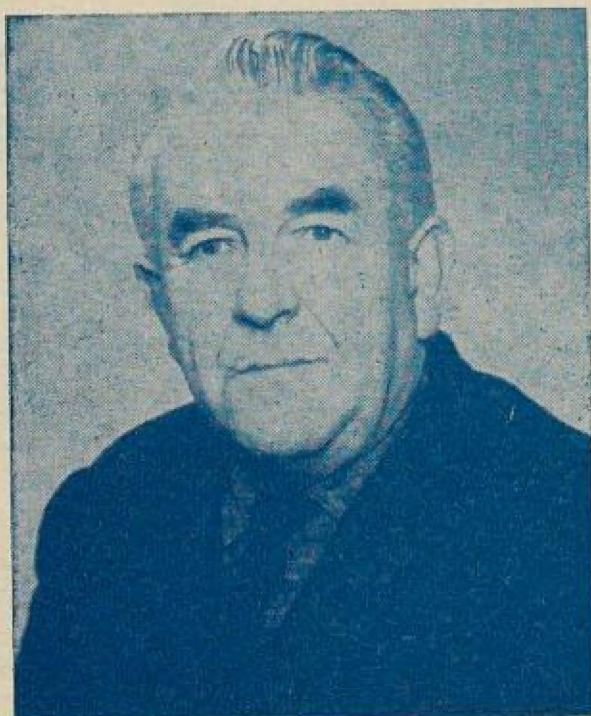
Vous êtes de plus en plus nombreux à savoir que l'avenir réside dans l'unité et l'union que préconise le Parti Communiste.

Voilà pourquoi nous nous adressons à vous avec confiance et optimisme. En votant pour nous, vous ferez entendre efficacement votre voix et vous travaillerez avec succès à l'union de toutes les forces démocratiques du Pays.

LE 5 MARS, VOUS VOTEREZ

**JEAN CHAMPION**

GUSTAVE ZURCHER, son suppléant



**Gustave ZURCHER**

ouvrier charcutier, père de famille, est particulièrement estimé dans sa commune de Montauve où, après avoir été adjoint, il est devenu Maire en 1965.

Gustave ZURCHER est très au courant des problèmes municipaux et connaît, pour les vivre chaque jour, les difficultés des communes rurales.

Dans sa commune, un effort important est fait pour les personnes âgées et pour les travailleurs.